

La ligue des amis de la contre-révolution algérienne

La révolution est une pierre de touche. On ne peut tricher avec elle. Petits bourgeois bavards, politiciens finassiers, journalistes caméléons, aventuriers de tout poil et idéalistes lunaires, ont une égale horreur des choix nets ; quand la révolution les y accule, ils se tortillent en tous sens... puis finissent par prendre parti... contre la révolution qui est brutale, sans nuances, désordonnée, grossière, malhabile, bref qui a tous les défauts que réprovent les gens bien élevés.

De la S.F.I.O. de Mollet-Lacoste, on ne peut guère attendre d'autre chose que d'être dans le camp de la contre-révolution. Notons tout de même qu'à l'heure où Deferre apparaît comme le candidat probable de la gauche aux élections présidentielles, la bataille parlementaire contre le budget des affaires algériennes, assortie de la revendication d'un néo-colonialisme plus conséquent que celui du Général-Président manifeste un beau mépris pour les alliés communistes dont on aimerait savoir quelle place ils vont faire à ce problème dans le « programme commun ».

UN GRAND SENTIMENTAL : HERNANDEZ

Du côté de « France-Observateur », où l'on roucoule de plus en plus vers la S.F.I.O., les louvoisements équivoques continuent.

Le « Pied-Noir » Philippe Hernandez a pour mission de nous apitoyer sur les malheurs des pauvres petits Blancs d'Algérie qui ne peuvent plus faire suer le burnous dans les limites raisonnables où, patriarcalement, ils s'en tenaient naguère. Ce Hernandez est « retourné au pays » (mais si l'Algérie est son pays et qu'il est socialiste, que n'y reste-t-il comme nous ferions à sa place ?) Il est plein de nostalgie pour « ce qu'on a raté dans ce pays » (« on », ça doit être la France), mais il est très sceptique quant à ce qu'on y réussit. « On va trop vite » lui a dit un fonctionnaire bien choisi ; et les travailleurs ne comprennent pas la différence entre « le socialisme scientifique » d'Aït Ahmed et le « socialisme algérien » de Ben Bella. A vrai dire, nous non plus ; mais, comme les travailleurs algériens, nous comprenons, par contre, fort bien la différence entre le « socialisme avec les bourgeois » de Aït Ahmed et le socialisme contre les bourgeois de Ben Bella. Enfin, comme il ne peut faire prononcer son « Algérien type » contre Ben Bella, il lui fait dire « le frère Ben Bella est mal entouré », ce qui prend tout son sens en se référant aux propos similaires de Krim Belkacem, repris récemment par... « Candide ». Front unique admirable !

Tout ce beau monde connaît bien l'ennemi : les trotskystes, auxquels, en général, on n'aime pas faire de publicité, mais dont on est toujours prêt à exagérer le rôle en Algérie, parce que la bonne stratégie commande de taper sur le maillon le plus vulnérable et que l'on se dit que les trotskystes sont cela dans la Révolution algérienne.

LE TEST DE LA GUERRE ALGERO-MAROCAINE

L'éclatement de la guerre algéro-marocaine, survenant tout de suite après le soulèvement contre-révolutionnaire, a vu se réaliser l'alliance de « France-Observateur » et de la « Voie Communiste », célébrée par une lettre de réconciliation de Spitzer à Gilles Martinet. Certes, on n'a pas approuvé Aït Ahmed, mais Mar-

tinet a pleurniché que c'était Ben Bella qui avait « créé une situation explosive ». De son côté, Spitzer, réprouvant doctement le soulèvement, écrit : « On aura beau mettre en avant l'honnêteté personnelle d'Aït Ahmed, la loyauté du « vieux » Mohand, le courage des maquisards d'Arazga, de Fort-National et de Michelet : les meilleures intentions ne suffisent pas à faire une politique ». Pour lui, ces gens sont tombés dans « le piège qui leur était tendu ». Ce qui revient à dire que c'est Ben Bella qui est responsable de l'insurrection contre Ben Bella.

Dans cette voie, on fait vite du chemin. Du soutien camouflé à Aït Ahmed, nos hommes passent au soutien camouflé à Hassan II. La manœuvre consiste à commencer par renvoyer dos à dos Ben Bella et Hassan II, puis à suggérer que ce conflit arrangerait bien Ben Bella, enfin à lui en faire porter toute la responsabilité. Un article de « France-Observateur » s'intitulait « le Grand Maghreb de Ben Bella », suggérant l'impérialisme « nassérien » menaçant pour le pauvre pacifiste Hassan II. On y expliquait que les forces marocaines engagées à Hassi Belda et Tindjoub étaient peu importantes, et que, par ailleurs, l'exploitation industrielle de cette région exigerait une « approche lucide du problème fondamental des investissements » et de « celui des débouchés ». La lucidité, bien sûr, ne saurait être le fait de l'extrémiste Ben Bella, mais le fait du sage et moderne souverain marocain. Et il est bien évident par ailleurs que l'on ne peut obtenir des investissements pour industrialiser et en même temps poursuivre la révolution sociale.

Spitzer, plus tartuffe encore, après s'être écrit : « Qu'on nous comprenne bien ! Nous ne prétendons nullement nier les responsabilités de la monarchie marocaine », explique que « l'Etat algérien disposait, pour sauvegarder ses droits, d'autres moyens que le recours aux armes ». Lesquels ? L'abandon, explique Spitzer qui méprise ces « quelques arpents de sable ». Notons ici qu'à « France-Observateur » on est réaliste et économiste ; à la « Voie Communiste », on oublie ce qu'il y a sous le sable, on a une grande stratégie « internationaliste », on est prêt à perdre tout le Sahara s'il le faut pour hâter la révolution marocaine. Ah ! comme ces sages conseillers manquent à l'Algérie ! Si Ben Bella savait ; en appliquant la politique néo-coloniale de Martinet-Mendès-France-Deferre, il réaliserait la révolution socialiste maghrébine de Spitzer.

Mais où l'on voit l'équilibre des responsabilités se défaire, c'est au moment où Mohand ou el Hadj se rallie et fait s'effondrer l'opération d'Aït Ahmed. Spitzer écrit : « De son côté (de Ben Bella) l'objectif de l'opération qui était d'assurer une certaine stabilité intérieure était atteint » et plus haut « il a ouvert des négociations ». Ainsi donc, selon Spitzer, Ben Bella pouvait arrêter les hostilités à tout moment, mais il ne l'a fait que lorsqu'il a atteint l'objectif de l'opération, ce qui revient à dire qu'il avait *entrepris l'opération*, donc, qu'il est le responsable de ce conflit sanglant.

Spitzer a cependant un ennemi pire que Ben Bella, c'est Boumedienne, auquel il prête la thèse de la guerre révolutionnaire libératrice du Maroc, et qui serait ainsi un super-belliciste et un super-responsable du conflit algéro-marocain. Là encore, Spitzer donne de bons conseils : « Si Ben Bella, comme on le chuchote ici et là, n'est pas libre de ses mouvements, s'il est effectivement paralysé par la puissance envahissante de l'A.N.P.,

qu'il le dise, qu'il fasse appel au peuple algérien pour conjurer la menace militaire ». Voilà Ben Bella prévenu : ou bien il fait appel au peuple contre Boumedienne, ou bien, il avoue sa « complicité » avec Boumedienne.

Dans tout cela le ridicule le dispute à l'odieux. Mais quelle est la politique de Ben Bella qui donne une base à une telle hostilité ?

LE CONGRÈS DES COMITÉS DE GESTION

Il y a un an, Ben Bella était dénoncé de tous côtés comme un ambitieux sans programme qui voulait le pouvoir pour le pouvoir. Pour « France-Observateur » c'était un révolutionnaire arabiste, pour la « Voie Communiste » un homme s'appuyant sur la bourgeoisie nationale et impérialiste et un nassérien. Tous ces pronostics se sont trouvés contredits par les faits. L'hostilité à Ben Bella n'a pas disparu de ces journaux, elle a seulement changé d'argumentation. Pour « France-Observateur » qui publie dans son n° 708 une interview de David Rousset très favorable à la politique algérienne, (est-ce un tournant, est-ce un soubresaut ?) Ben Bella allait trop vite, maintenant, sa politique socialiste appuyée sur les paysans pauvres, la création des comités de gestion, la nationalisation de la terre, etc., ce n'est plus la politique de Ben Bella — bien qu'il l'ait annoncée dès sa sortie de prison en mars 1962 (voir « l'Internationale » de septembre 62) c'est une politique improvisée, issue de la spontanéité paysanne, et qui s'est imposée au leader. On sait pourtant comment des tas de leaders et chefs d'Etat agissent à l'égard de cette « poussée de la base ». Si même il ne l'avait pas provoquée, mais simplement acceptée, est-ce que cela ne devrait pas suffire pour le féliciter dix fois ?

Ce n'est pas ainsi que l'on raisonne à la « Voie Communiste » qui bat sur ce point tous les records de mauvaise foi. Chacun savait, surtout depuis l'élimination des représentants de la bourgeoisie nationale du gouvernement, qu'une opposition se manifestait sur la question de l'autogestion entre Ben Bella et son entourage d'une part, et une partie de l'appareil d'Etat partisan d'un socialisme autoritaire d'autre part. Le congrès des comités de gestion paysans s'est prononcé dans le sens même *choisi* par Ben Bella et son fameux entourage, et contre la ligne bureaucratique des socialistes autoritaires, arabistes ou non. Ce congrès, d'une démocratie si profonde qu'on n'en avait pas vu une pareille depuis les grandes heures d'Octobre, a dessillé des yeux parmi les plus traditionnellement malveillants. Mais, à ce propos, Spitzer n'hésite pas à écrire : « le profond mécontentement qui s'est exprimé au Congrès des fellahs du secteur d'autogestion, en présence de Ben Bella et des plus hautes autorités de l'Etat algérien, est significatif des possibilités qui existent encore aujourd'hui pour une opposition politique réellement révolutionnaire ». Ici, nos tartuffes ne donnent plus de conseils à Ben Bella, dont ils savent bien qu'il est aux prises avec une bureaucratie naissante, mais tenace. Par une falsification consciente, ils opposent Ben Bella aux fellahs, et c'est à l'opposition qu'ils demandent d'appliquer *contre Ben Bella*, la politique de Ben Bella. Par malheur, cette opposition, si chère au cœur de la « Voie Communiste » dénonce les comités de gestion comme de la démagogie, et se trouve à la droite même des « socialistes autoritaires et arabes ».

« RÉVOLUTION » ET CONTRE-RÉVOLUTION

Les néo-socialistes technocratiques et néo-colonialistes de « France-Observateur », étant opportunistes, et peu désireux de se couper des autorités de fait changeront peut-être de position sur le problème algérien ; on ne peut guère en attendre autant des ultra-gauchistes sectaires et bornés. En général, ces sortes de gens finissent par écrire au « Figaro » ou deviennent conseillers de lutte anti-communiste. En même temps que la « Voie Communiste » passait du soutien du F.L.N. à l'anti-benbellisme furieux, elle glissait du soutien de la politique de coexistence pacifique à celui, à peine critique, du parti communiste chinois. D'un point de vue purement politique on comprendrait mal cette hyper-sévérité à l'égard de la direction révolutionnaire algérienne dont la seule force est dans son appui sur les masses, couplée avec cette neuve complaisance à l'égard d'un Etat et d'un Parti qui précisément gâtent leurs meilleures positions par le bureaucratisme et la méfiance envers les masses. Mais les ultra-gauchistes ont aussi leur opportunisme devant lequel la cohérence théorique ne compte pour rien.

C'est cet opportunisme que manifeste le n° 3 de « Révolution » cette luxueuse revue qui, sur papier glacé, prépare en France la révolution... mais exclusivement dans ce qu'on appelle le Tiers Monde. Pro-chinoise à 100 %, elle lève le drapeau de l'anti-trotskyisme et part à l'assaut de la politique ben-belliste. Que le principal argument du rédacteur Abdalhak soit que les trotskystes sont contre la constitution d'un parti marxiste-léniniste d'avant-garde en Algérie, cela est à la fois raffiné et stupide : les trotskystes n'ont pas attendu ces bolcheviks de la douzième heure pour lutter partout pour des partis communistes authentiques, rassemblés dans une Internationale révolutionnaire. C'est même leur raison d'être. Mais il ne les construisent pas *contre* la direction réelle des révolutions en cours. En retour on aimerait être plus éclairés sur la notion qu'a le nommé Abdalhak d'un parti marxiste-léniniste... staliniste aussi supposons-nous, s'il est partisan d'un pareil parti dressé contre Cuba.

Nous aurons le loisir de revenir sur les « Cahiers d'Etudes Révolutionnaires » fondés pour coordonner tous ces efforts, par Robert Bonnaud.

LA RÉVOLUTION LES BALAIERA

Pourquoi un si large front contre la Révolution algérienne ? Il est dans une large mesure une conséquence du recul idéologique du mouvement ouvrier français ; de la carence du Parti communiste français, incapable de défendre la Révolution algérienne avec désintéressement et haute qualité théorique ; sans autorité morale aussi pour cela. De ce fait, les petits bourgeois aussi ignorants que prétentieux peuvent plastronner, appuyés par les aventuriers et les journalistes technocrates.

Nous n'avons, pendant plus d'un an, prêté que fort peu d'attention à cette agitation ; espérant d'ailleurs que les événements ouvriraient les yeux de ceux qui s'étaient perdus dans la complication des événements consécutifs à l'indépendance. Désormais, qui persiste à se tromper est sans excuse. Nous ne doutons pas que les progrès de la révolution rejettent au néant ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas se mettre à son pas ; mais en attendant, nous ne les laisserons pas libres d'égaler l'opinion ouvrière.

DERVAL.